

Economic Development (Theory, History, Policy), par GERALD. MEIER et ROBERT-E. BALDWIN. Un vol., 6¼ po. x 9¼, relié, 588 pages. — John Wiley & Sons, New-York, 1957. (\$8.50)

Antoine-Élie Immarigeon

Volume 35, numéro 1, avril-juin 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001369ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001369ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Immarigeon, A.-É. (1959). Compte rendu de [*Economic Development (Theory, History, Policy)*, par GERALD. MEIER et ROBERT-E. BALDWIN. Un vol., 6¼ po. x 9¼, relié, 588 pages. — John Wiley & Sons, New-York, 1957. (\$8.50)]. *L'Actualité économique*, 35(1), 159–162. <https://doi.org/10.7202/1001369ar>

entrepris dans le cadre de l'environnement traditionnel, à peine modifié; aucune révolution industrielle, comparable à celle du Meiji au Japon, ne devait s'instaurer, faute par elle de rompre avec la structure traditionnelle, essentiellement agricole, du pays.

L'auteur, au chapitre III, nous donne une biographie de celui qui fut le promoteur, à l'époque, de l'industrie moderne: Sheng Hsuan-huai (1844-1916). Il insiste tout particulièrement sur les facteurs non économiques et les facteurs de motivation qui ont handicapé son activité d'entrepreneur.

En bref, remarquable projection dans le réel des théories de Ayres et Schumpeter, lourde d'enseignements pour l'avenir: il a fallu tout de même, deux grandes guerres mondiales et trois révolutions internes pour que la Chine, avec Mao Tse-Toung, étaye une vraie économie moderne. Antoine-Élie Immarigeon

Economic Development (Theory, History, Policy), par GERALD MEIER et ROBERT-E. BALDWIN. Un vol., 6¼ po. × 9¼, relié, 588 pages. — John Wiley & Sons, New-York, 1957. (\$8.50).

Autrefois concentré sur l'économie de l'entreprise individuelle, l'intérêt de la pensée économique nord-américaine s'est depuis quelques années déplacé et s'est porté vers l'étude du processus du développement économique.

Un événement majeur s'est produit à la fin du dernier conflit: l'apparition sur la scène mondiale des pays «attardés». Des pays comme l'Indo-Chine, la Corée, l'Indonésie, la Tunisie, le Maroc, le Ghana, l'Algérie, illustrent le phénomène. Jusqu'à alors leurs populations s'étaient complues *volente nolente* dans la résignation, n'ayant jamais nourri qu'un faible espoir d'améliorer leur niveau de vie. Cependant, le réveil est brutal. Non seulement elles perçoivent aujourd'hui, avec plus ou moins d'objectivité intellectuelle, que le progrès est possible, mais encore ressentent-elles affectivement que le progrès est impératif. Cette sensation qui, la plupart du temps, se manifeste emphatiquement dans l'émotivité dangereuse des déclarations à usage interne et dans la rudesse des imprécations à l'adresse des tiers est mise aujourd'hui à rude épreuve.

Ces faits s'imposent aux économistes comme aux autres hommes. Sans partager l'enthousiasme de mauvais aloi qui envahit celui qui signe F.T. dans l'ouvrage *Le Tiers Monde, Sous-développement et Développement*, et qui écrit «Sur le plan idéologique, des forces nouvelles ont triomphé des puissances de domination et d'oppression», on doit noter sans plus le phénomène.

Il est surprenant que l'intérêt pour l'économie de croissance se soit manifesté si tardivement. Il est peu de problèmes, écrit W.C. Mitchell, plus fascinants, plus importants que celui d'analyser le taux de développement économique des nations, dans le temps et dans l'espace. Non pas que le champ d'action ait été négligé des économistes. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil sur l'imposante bibliographie publiée sur la question, en juillet 1958, par l'Université de Chicago dans sa revue *Economic Development and Cultural Change*.

Mais il y a plus. Si l'économiste doit tout d'abord expliquer comment s'est produit ce phénomène, en l'espèce, l'apparition du Tiers Monde — ce qui

suppose un problème relativement simple d'analyse historique, encore faut-il ne pas perdre de vue que lui est dévolu un rôle plus riche mais plus ingrat, celui de répondre à cette interrogation cruciale: ces espérances peuvent-elles être satisfaites? C'est ce qu'ont fort bien compris les collaborateurs de Georges Balandier en divisant très logiquement leurs contributions en trois sections: Reconnaissance du problème — Analyse du problème — Recherche d'une solution. C'est à peu près le même plan suivi par Meier et Baldwin dans leur ouvrage. Considérant le problème du développement comme le grand thème de la pensée économique et de l'histoire, leur ouvrage traite de la question tant vis-à-vis des pays «pauvres» que des pays «riches». Nous avons là une véritable somme à la fois théorique, historique et pratique du développement économique. Meier et Baldwin abordent non seulement l'étude des forces qui gouvernent l'évolution économique mais encore étudient les méthodes de coordination des dites forces dans une variété infinie d'ambiance et de culture.

Ayant ainsi conçu leur ouvrage, les auteurs vont essayer d'élaborer une explication synthétique satisfaisante — je veux dire une théorie — du développement économique. Certes, ils avouent «qu'aucune définition concise n'est entièrement satisfaisante» (p. 2). Cela s'entend. Cependant leur tentative, au long de 138 pages bien charpentées, d'exposer une théorie du développement économique n'est pas loin d'être parfaite. Elle nous permet d'émettre une conclusion encourageante: l'étude du développement économique, de cette économie de la croissance, forme un tout et n'est l'exclusive d'aucun ni d'aucune école. On a trop tendance aujourd'hui à opposer Marx et Lénine, d'un côté, aux autres économistes de l'autre. En fait, les derniers doivent beaucoup aux anciens et ceux-ci devaient beaucoup à leurs aînés. Il n'est que de combiner leurs enseignements pour obtenir des résultats. Ainsi sommes-nous amenés à vérifier la prééminence de la théorie systématique sur la théorie héroïque, en la matière. Et de constater que l'étude du développement économique ne diffère point tellement de l'étude traditionnelle de l'économie politique. Ne traite-t-elle pas des mêmes sujets? Seul l'esprit de l'enseignement diffère. L'étude du phénomène de croissance est dynamique alors que l'économie traditionnelle est essentiellement statique.

J'ajouterai que j'ai toujours été très frappé par l'originalité du raisonnement de deux économistes américains, Veblen et Ayres, et du sociologue Parsons pour ne pas regretter que dans leur ouvrage, les auteurs n'aient pas cru devoir leur consacrer plus de place qu'une simple mention à la page 123. Ayres, en particulier, dans sa *Theory of Economic Progress*, qu'il ne nous est pas possible de résumer ici, en opposant les «activités technologiques» aux «activités institutionnelles» fournit un cadre utile à l'étude et à l'action. Au surplus les conclusions du professeur Westermarck, à savoir que nos idées morales ne sont en définitive que des émotions, ouvrent d'inappréciables horizons, en fournissant à Ayres un précieux appui structurel.

Dans la deuxième partie de leur livre, Meier et Baldwin traitent de l'histoire du sujet. Indubitablement, les deux derniers siècles fournissent aux écono-

mistes un vaste champ d'expérience. Par souci didactique, les auteurs répudient, avec beaucoup de finesse, ce que d'aucuns considèrent comme orthodoxe, à savoir un exposé de l'évolution économique par «état», telles que le révèlent, entre autres, les conceptions de List (1844) ou Bucher (1893); aussi bien repoussent-ils la classification bien connue de Colin Clark. Quel nouveau critère d'exposition adoptent-ils? Distinguant les économies de subsistance ou fermées et les économies de marchés, ils introduisent dans leurs développements une notion spatiale de centre et de périphérie. Au cours du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne, principal foyer industriel et première puissance commerciale et financière, occupe précisément le centre de l'économie mondiale. Les autres nations, au regard de la position prééminente de la Grande-Bretagne, qu'elles dépendent de l'Empire britannique ou non, n'occupent qu'une position seconde: elles sont périphériques. Aussi les auteurs consacrent-ils à l'histoire économique de la Grande-Bretagne de longs développements, sortes de vérifications pragmatiques des théories exposées précédemment, de leur pertinence et de leur limite.

Énumérant, dans la troisième partie de l'ouvrage, les divers facteurs qui conditionnent le développement économique des pays «attardés», les auteurs en scrutent les relations réciproques et en soulignent l'interdépendance. Le développement doit être établi sur une base indigène, à l'intérieur même de la société du pays considéré (p. 334). C'est là condition impérative si l'on veut bien se rappeler qu'entamer un processus de développement est beaucoup plus aisé que de le maintenir et le parachever: tout effort serait vite dissipé et l'expansion recherchée éphémère, si les facteurs du développement ne se rattachaient aux autres facteurs de l'économie et n'y provoquaient des réactions. Réduire les imperfections du marché, autre condition impérative (p. 335); veiller à ce que ne soit point entravée la mobilité du transfert d'activités moins productives vers des modalités d'emplois plus rémunératrices. Mais ce n'est là que tâche partielle. L'insuffisance des ressources revêt plus d'importance que leur utilisation, même inadéquate. Comment obtenir cette accumulation du capital réel et provoquer à cet effet une augmentation de l'épargne et une saine politique d'investissements? (p. 337). Les auteurs veulent bien nous rappeler qu'il ne saurait s'agir d'expédients monétaires, mais bien d'un effort soutenu de productivité réelle.

Cette approche se poursuit par l'examen de la distribution du revenu. Abordant les moyens propres à éviter l'inflation et à maintenir en équilibre la balance des paiements, les auteurs énoncent enfin les facteurs psychologiques et sociologiques à remplir, insistant notamment sur les motivations (*incentives*) des entrepreneurs dans une ambiance économique-sociale favorable (p. 395). Que conclure? Un raisonnement de logique abstraite devrait nous conduire au syllogisme suivant. Seule l'économie de libre entreprise permet le progrès (opinion exprimée à la page 442). Or, la plupart des pays sous-développés ne se prêtent pas à une économie de libre entreprise. Donc ils sont incapables d'élever leur niveau de vie. D'un autre côté, si l'on en croit Paul Baran (*Political Economy of Growth*), le relèvement économique des pays attardés ne se produira qu'autant que le régime de libre entreprise s'effondrera dans les pays de l'Ouest. Aussi bien

Meier et Baldwin que les auteurs de *Tiers Monde* ébauchent des solutions de compromis qui ne diffèrent que par le degré de dirigisme qu'elles admettent. L'enjeu est trop grand pour ne pas revêtir un aspect tragique en révélant un conflit majeur sur l'issue duquel l'auteur de cette recension s'interroge. Il ne partage ni les vœux qu'ils formulent ni les espoirs qu'ils nourrissent.

Le chapitre IV traite du maintien du développement économique dans les pays riches. Là, un haut niveau de vie que révèle un développement économique toujours croissant n'est pas le seul but à atteindre. Les pays riches se préoccupent tout autant du haut niveau de l'emploi, de la stabilité des prix, de la distribution du revenu et de la sécurité sociale, du commerce international, etc. Les auteurs reprennent, sous ces divers titres, l'histoire économique des grandes puissances et formulent des règles d'action.

En bref, synthèse de pensée remarquable, où ne pouvaient manquer, par la force des choses, d'apparaître certaines redondances. Un utile schéma, destiné à la poursuite éventuelle d'une politique de croissance dans un pays «attardé», figure aux pages 442 et suivantes; un tel schéma théorique, aussi satisfaisant soit-il, n'est nullement garant du succès, les leçons de la pratique nous contraignant à rappeler aux pays pauvres que leurs espérances ne sauraient être comblées par une simple transposition des règles valables pour les seuls pays riches.

Meier et Baldwin, alors qu'ils soulignent justement le rôle croissant de l'État dans l'économie eussent dû être logiquement conduits à évoquer les plans russe, chinois ou indien. Lacune s'ajoutant à celle que trahit la bibliographie: aucune mention de quelque contribution de langue française.

Antoine-Élie Immarigeon

The Scanlon Plan, par FREDERICK-G. LESIEUR. Un vol., 6¼ po. × 9, relié, 172 pages. — Industrial Section, Massachusetts Institute of Technology, et John Wiley and Sons, New-York, 1958. (\$4.50).

Les formules de coopération patronales-ouvrières sont nombreuses. Mais celles qui sont susceptibles de produire des résultats concrets et durables doivent satisfaire à certaines normes. C'est du moins l'opinion des spécialistes en la matière qui ont étudié les différentes formules mises en application depuis la décennie 1920-30. Selon eux, un bon fonctionnement de ces formules ne s'obtient qu'avec la reconnaissance entière, de la part de l'employeur, d'une association ouvrière comme agent négociateur si les employés en manifestent le désir. De ce fait, une convention collective couvrant les différents secteurs conventionnels constitue une base essentielle. De plus, l'employeur et l'autre partie contractante doivent avoir à cœur la stabilité de l'emploi et la réduction du gaspillage. Les différentes formules prévoient de plus une procédure apte à promouvoir la coopération et le maintien du programme conjoint. Enfin y sont prévus aussi les moyens d'évaluer les résultats et de partager les gains économiques qui sont le fruit de cette collaboration sur le plan de la production.

Tel est résumé schématiquement l'essentiel des plans de coopération patronale-ouvrière. Le livre de F.-G. Lesieur ne nous apprend donc rien de nouveau quant aux principes en cause, sauf qu'il a l'insigne mérite de réunir ensemble quelques